



BRUNO FAHY/BELGA

La concertation sociale se met doucement en place en Wallonie. Partenaires sociaux et gouvernements tentent de construire ensemble.

Pourquoi les syndicats wallons sont rentrés dans le rang

■ Les relations avec le gouvernement wallon sont bonnes. Pour l'instant...

Lors du chaud mois de décembre 2014, l'action syndicale s'était essentiellement concentrée sur le gouvernement fédéral et ses décisions jugées antisociales par les trois syndicats (FGTB, CSC et CGSLB) en front commun. Si le chemin de la concertation a quelque peu été retrouvé en début d'année 2015, la tension reste essentiellement présente à l'égard du gouvernement Michel.

Lorsqu'il a présenté son budget au mois d'octobre dernier, le gouvernement wallon emmené par Paul Magnette (PS) n'avait pas reçu de volée de bois vert syndicale. Il faudra attendre le mois de décembre pour entendre Thierry Bodson (FGTB) et Marc Becker (CSC) faire quelques sorties viriles à l'égard de la rigueur (certains y voient une austérité) budgétaire proposée par le PS et le CDH aux manettes de l'exécutif sudiste.

Depuis lors, plus rien. Les syndicats au niveau wallon se sont-ils endormis ? Ont-ils reçu les apaisements nécessaires ?

C'est plutôt la deuxième solution qui domine pour l'instant. Les syndicats, les organisations patronales et le gouvernement wallons se sont vus à plusieurs reprises. Le dialogue a été re-

noué, les choses avancent, mais certaines inquiétudes demeurent...

Reprenons les choses par leur commencement. Le gouvernement wallon a demandé, entre autres, au GPS-W (équivalent du groupe des dix) de remettre des avis sur le Plan Marshall. Avec la réforme de l'Etat et le transfert de compétences, un certain nombre de questions en matière d'emploi sont désormais du seul ressort wallon. C'est pourquoi le gouvernement a demandé aux partenaires sociaux de plancher sur la réforme des aides à l'emploi, avec l'autorisation de tout remettre à plat et de proposer in fine à l'exécutif un accord complet sur cette question.

Un moment charnière

"Nous sommes à un moment charnière, c'est enthousiasmant de pouvoir prendre une thématique dans sa globalité, mais les intérêts des travailleurs et des employeurs ne sont évidemment pas les mêmes", explique le patron de la CSC wallonne, Marc Becker.

Notre interlocuteur reconnaît cependant que si l'exercice est nouveau et grisant, il n'est pas simple pour autant : "Les aides à l'emploi doivent être moins nombreuses, plus simples et plus efficaces, c'est clair. Mais il n'y a pas en Wallonie de tradition de concertation. Par le passé, nous remettions des avis. Désormais il faut apprendre à se faire confiance et sur-

tout à faire des compromis. Je ne sais pas si nous serons 100 % d'accord à la fin de notre concertation avec les organisations patronales. Nous sommes devant nos responsabilités."

Et par rapport au gouvernement, Marc Becker constate également une autre nouveauté : "Magnette a manifestement un sens de la concertation plus élevé que ses prédécesseurs". Une inquiétude cependant dans le chef du syndicat chrétien :

"L'ajustement budgétaire qui doit avoir lieu dans quelques semaines nous inquiète. Nous avons le sentiment qu'il n'y a pas de vision à moyen et à long terme." Pour rappel, le gouvernement devra trouver plus de 100 millions d'euros.

Le son de cloche est identique du côté de la FGTB où Thierry Bodson

"Je crains que l'on touche encore une fois aux services publics."

THIERRY BODSON
Secrétaire général
de l'Interrégionale wallonne
de la FGTB.

se pose les mêmes questions : "Je n'ai aucun élément sur ce que fera le gouvernement lors du contrôle budgétaire mais comme il n'y aura pas de nouvelles recettes, je crains que l'on touche encore une fois aux services publics", explique-t-il en précisant que l'ambiance actuelle au sein du GPS-W est plutôt "bonne et constructive".

Les partenaires sociaux devront présenter leur éventuel accord au gouvernement wallon fin mars, début avril. On saura alors si cette formule fonctionne.